



COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

« On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme » (Lénine)

GROUPE pour la construction du Parti et
de l'Internationale ouvriers révolutionnaires
Supplément à CPS n°72 – 8 avril 2019

Combattre pour le socialisme fait connaître une nouvelle déclaration parue sur le site « Maghreb socialiste » le 7 avril.

Ils doivent tous partir !

Dehors Gaïd Salah !

Assemblée nationale souveraine !

Plus que jamais, il faut imposer aux dirigeants syndicaux (UGTA et CSA) le front unique ouvrier pour en finir avec le système, pour en finir avec le régime

Démission de Bouteflika : un régime ébranlé mais toujours debout

La puissance des mobilisations et la détermination des masses à en finir avec le régime vient d'ores et déjà d'ébranler celui-ci dans ses fondements. A travers la démission de Bouteflika, orchestrée par la hiérarchie militaire sous la contrainte de l'ampleur des mobilisations, après maintes tractations de palais et tentatives de complots, c'est le symbole du bonapartisme corrompu qui tombe, comme un fruit pourri. La hiérarchie militaire et Gaïd Salah à sa tête ont dû se résoudre à lâcher le clan qu'ils avaient pourtant soutenu sans faille depuis le début.

Pour préserver l'essentiel, c'est-à-dire la continuité de l'état bourgeois, le chef d'état-major des armées a décidé de procéder à un toilettage en démissionnant Bouteflika et quelques-uns des membres de son clan. Un seul objectif : préserver l'essentiel, en maintenant une transition sous son strict contrôle. Ce toilettage prend parfois des allures spectaculaires, comme l'arrestation de Haddad, l'ex-président du FCE, qui a été cueilli comme un rat à la frontière tunisienne, alors qu'il essayait de s'échapper la queue basse, comme le vulgaire escroc qu'il est. On peut aussi citer Tartag, le responsable de l'ex-DRS, véritable police politique du régime, qui vient d'être démissionné.

D'autres têtes tomberont, c'est incontestable, car il s'agit pour eux de redonner un semblant de crédibilité à leur "transition".

Mais il ne faut pas se tromper, le régime est toujours là et toujours déterminé à se battre, comme l'indique la répression des manifestants de la place de la Poste à Alger, au lendemain même de la destitution de Bouteflika, celle des manifestants au siège de l'UGTA le samedi 6 avril, ou l'arrestation d'un journaliste lors d'un rassemblement devant la poste centrale d'Alger ce même jour. De ce point de vue, les masques tombent, et tous ceux qui s'extasiaient devant la prétendue fraternité entre l'armée et le peuple en sont pour leurs frais. La hiérarchie militaire constitue une bande armée au service de l'ordre bourgeois et de l'impérialisme. Et de ce point de vue, il faut faire une nette distinction entre la troupe et l'état-major.

Honte à ceux qui cherchent à distiller des illusions quant à la posture de la hiérarchie militaire !

Cette distinction, les masses la font d'ailleurs quand elles manifestent aux cris de : "ils doivent tous partir, ils doivent rendre des comptes". Ils la font à travers le slogan qu'ils ont scandé le 3 avril à la grande poste à Alger : "Système dégage ! Ni Toufik, ni Gaïd Salah !!!"

Une mobilisation sans cesse amplifiée sur des mots d'ordre de plus en plus clairs

C'est sous les slogans "Qu'ils partent tous !" "Pouvoir au peuple !" que les millions de manifestants se sont regroupés à Alger le vendredi 5 avril.

Selon *El Watan* en ligne du 5 avril à 11 heures, des banderoles géantes ont été suspendues aux alentours de la grande poste pour exiger "le départ du gouvernement Bedoui, de Bensalah, et de Gaïd Salah", ou encore : "voleurs dégagez ! Vous êtes des ordures non recyclables !"

El Watan rapporte les propos d'une personne âgée indiquant : "nous devons tirer les leçons d'octobre 88 et de toutes les autres révoltes populaires."

Le prolétariat et la jeunesse n'en démordent pas ! C'est le système qui doit dégager, avec tous ses symboles et ses représentants. Cela se traduit d'ailleurs par des manifestations nombreuses demandant le départ ici de tel DG d'entreprise ou d'administration, ici de tel président d'APC, voire de chefs de dairas (sous préfets) ou de Walis (préfets). C'est aux symboles de l'état qu'ils s'en prennent. Car ils savent que la solution ouvrière à la crise passe par le démantèlement de l'Etat militaro-policière qui sévit encore.

Les innombrables mouvements de grève, parfois spontanés, parfois encadrés par des sections syndicales intègres, montrent que les masses sentent intuitivement que c'est seulement par les moyens traditionnels de la lutte des classes que le régime tombera. La grève générale est à l'ordre du jour, mais comment l'imposer ?

.../...

Plus que jamais : front unique UGTA-CSA pour chasser le régime.
Plus que jamais : imposer l'unité pour un appel à la grève générale

Les syndicats autonomes regroupés au sein de la CSA appellent à une "grève générale" mercredi 10 avril. Peut-on croire un seul instant que la grève générale sera effective si on ignore des pans entiers du prolétariat ? Peut-on croire qu'il est possible de faire sans les secteurs-clefs de la classe ouvrière qui sont massivement syndiqués dans l'UGTA et qui cherchent par ailleurs à se réapproprier leur centrale ? C'est précisément en imposant ce front uni qu'on peut aider les innombrables militants de l'UGTA qui cherchent à dégager Sidi Saïd et sa clique.

Non décidément, la solution ne réside pas dans des grèves isolées, appelées dans la division !

En définitive, la grève ne peut être générale que si l'UGTA – dans laquelle sont organisés des secteurs-clefs du prolétariat industriel – y appelle aussi.

Il faut clairement imposer le front unique ouvrier, un front uni de l'UGTA et de la CSA pour un appel à la grève générale. C'est tous ensemble que l'on peut vaincre !

L'UGTA et la CSA doivent décréter dans l'unité la grève générale.

Elles doivent convoquer dans les plus brefs délais des assemblées générales en vue de la constitution de comités de grève qui se centralisent dans un comité central de grève intégrant les centrales syndicales pour qu'elles agissent sous le contrôle des travailleurs.

C'est de cette façon que la grève générale ouvrira la perspective de balayer le régime ! Et ceux qui nous disent que ce n'est pas à l'ordre du jour pour des questions techniques ou parce que cela mettrait en danger la stabilité économique du pays sont des escrocs ! Car sous le contrôle des travailleurs, toutes les questions liées à l'organisation de la grève peuvent être résolues, y compris les questions techniques.

Pour l'Assemblée nationale souveraine

Depuis la destitution de Bouteflika, tout le monde s'affaire pour organiser la "transition démocratique". Beaucoup se félicitent de la tentative de prise en charge par l'armée de cette "transition". Certains mettent en garde contre les éventuelles "dérives". Inutile de s'attarder sur les piliers vermoulus du régime que sont le RND, Le FLN, Le TAJ ou le MPA. Totalement inféodés au régime, ils ne peuvent que soutenir les décisions de la hiérarchie militaire.

D'autres formations politiques, surfant sur l'aspiration des travailleurs et de la jeunesse à exercer leur propre souveraineté, avancent le mot d'ordre historique d'assemblée constituante.

Ainsi en est-il du FFS, du RCD, de l'UDS... Ils entendent en réalité concilier ce mot d'ordre avec la préservation de toutes les anciennes institutions étatiques (armée, police) qui ont servi avec constance le régime pendant des décennies et opprimé les masses laborieuses et la jeunesse.

Le PST, qui se revendique de la révolution, invoque quant à lui l'"assemblée constituante souveraine" en indiquant :

"seule l'élection d'une assemblée constituante souveraine, représentative des aspirations démocratiques et sociales des travailleurs, des jeunes, des femmes et de tous les opprimés de notre pays peut constituer une véritable solution démocratique à la crise actuelle."

Certes, on ne peut qu'être inconditionnellement pour une assemblée nationale souveraine se substituant à l'ancien régime, ce qui implique que ce dernier soit balayé.

Quant à l'illusion selon laquelle une telle assemblée puisse par elle-même satisfaire les "aspirations sociales" des masses, elle doit être combattue. Les "aspirations sociales" des masses ne peuvent être satisfaites que par un gouvernement ouvrier chassant les puissances impérialistes, expropriant les grands moyens de production et d'échange, organisant l'économie au service exclusif des besoins des masses.

Quant au PT de Louisa Hanoune, son soutien sans faille au régime et en particulier à Bouteflika pendant deux décennies est connu de tous. Aujourd'hui, le PT écrit :

"seules des institutions crédibles et transparentes, produit de l'exercice par le peuple de sa pleine souveraineté à travers une Assemblée constituante nationale et souveraine (ACNS) définissant la nature du régime à mettre en place, dans un débat national sans exclusive, sont capables de se saisir d'un tel dossier, de juger tous les responsables du pillage des fonds publics, d'ordonner la confiscation des fortunes mal acquises quels qu'en soient les détenteurs permettant à notre pays de faire face à la crise économique et sociale, de jeter les bases de la reconstruction nationale économique et sociale, à même de satisfaire les besoins de la majorité du peuple."

Le "débat sans exclusive" ? C'est donc le débat qui inclut les divers représentants de la classe bourgeoise ! Quant à l'expression pour "faire face à la crise économique et sociale et jeter les bases de la reconstruction nationale économique et sociale", elle ne signifie rien d'autre que préconiser la reconstruction d'une économie bourgeoise, d'exploitation et d'oppression de la classe ouvrière et de la jeunesse sous une autre forme.

Lorsque le PT parle par ailleurs de "fortunes mal acquises", cela sous-entend qu'il y aurait des fortunes "bien acquises". On se souvient la déclaration que faisait Louisa Hanoune le 6 janvier se plaignant de "l'ostracisme" qui frappe, pour des "raisons obscures" un investisseur, en l'occurrence Rabrab (le pdg de Cévitel qui licencie les salariés qui veulent constituer des syndicats, ndlr).

Non ! décidément non ! Aucune force politique ne se situe actuellement sur le terrain de la défense des revendications

politiques et sociales du prolétariat et de la jeunesse, et c'est particulièrement le cas pour la question de l'Assemblée nationale souveraine.

Bien au contraire, ils défendent tous le principe d'une "transition démocratique", ce qui signifie en dernière analyse le maintien d'un état bourgeois sous les fourches caudines de l'impérialisme.

Tout au contraire, le combat des masses laborieuses et de la jeunesse pour l'Assemblée nationale souveraine, c'est le combat pour qu'elles exercent immédiatement leur souveraineté.

C'est le combat pour la conquête des libertés démocratiques (droit de manifester, de constituer sans restriction des partis et syndicats, liberté d'expression, abrogation du code de la famille).

Le combat pour l'Assemblée nationale souveraine, c'est le combat qui pose en définitive la question du démantèlement de l'état bourgeois et de ses institutions, en filigrane c'est le combat pour la conquête du pouvoir.

Mais ce combat est indissociable du combat pour que soient garantis les droits au travail, à la santé, au logement, aux études.

Cela suppose un plan d'action que seul un gouvernement ouvrier peut mettre en œuvre et qui s'articulerait comme nous l'avons déjà exprimé dans nos déclarations précédentes autour de des revendications suivantes :

- Face à l'inflation : échelle mobile des salaires
- Face au chômage : échelle mobile des heures de travail (partage du travail entre toutes les mains disponibles, sans diminution de salaire)
- Face au pillage perpétré par les différentes franges de l'oligarchie : nationalisation ou renationalisation immédiate des grands moyens de production sans indemnités ni rachat
- Face à la spéculation et aux accapareurs : monopole de l'état sur le commerce extérieur
- Face aux pénuries alimentaires : une réforme agraire restituant la terre aux fellahs
- Démantèlement du tentaculaire appareil de répression, expulsion de la caste parasitaire et corrompue qui gouverne aujourd'hui l'Algérie sous la houlette des puissances impérialistes.

Seule l'expropriation du capital, à commencer par les trusts impérialistes permettra aux masses algériennes d'organiser la production selon un plan ordonné par la satisfaction de leurs seuls besoins.

Le programme d'un gouvernement ouvrier en Algérie s'inscrit nécessairement dans le combat pour les États unis socialistes du Maghreb, comme en témoignent certains combats de classe récents au Maroc et en Tunisie.

Pour combattre sur cet objectif, la classe ouvrière a besoin de constituer un véritable parti ouvrier. C'est aujourd'hui la question centrale à résoudre. Car quelle que soit l'énorme puissance du mouvement spontané qui déferle aujourd'hui contre le régime, les seules forces politiques réellement existantes sont aujourd'hui des forces bourgeoises qui n'ont d'autres objectifs que de faire refluer le mouvement des masses, d'assurer la préservation de l'Etat bourgeois et le système d'oppression, d'exploitation et de misère pour les masses.

A l'inverse, un tel parti ouvrier devra combattre pour les libertés démocratiques et la solution des tâches démocratiques (y compris celle de la réunion d'une assemblée nationale souveraine élue au suffrage universel), mais ces revendications et la réalisation de ces tâches devront être intégrées au programme de la révolution prolétarienne, à la lutte pour le gouvernement ouvrier et paysan, pour l'Etat et le pouvoir ouvrier.

Les militants qui animent le site « *Maghreb socialiste* » combattent pour réaliser cet objectif. Ils invitent militants, travailleurs et jeunes à s'y associer.

*

Prenez contact : <http://socialisme.free.fr> - e-mail : socialisme@free.fr

Directeur de la publication : Roland MICHEL -- Commission paritaire n°67187 -- N° ISSN: 0763790 X -- Imprimerie spéciale